

Pendant la guerre, le Canada a marché de l'avant non seulement dans ses propres frontières, mais également dans le domaine international en y assumant un rôle plus important et même vital. Chez nous, la production a dépassé les limites qu'on croyait possibles avant la guerre. Ces progrès industriels sont attribuables à la demande créée par le conflit. La Grande-Bretagne et d'autres nations alliées ont compté dans une grande mesure sur notre production et nous avons rempli nos engagements. Beaucoup de nos industries de guerre ont produit des denrées militaires qui n'ont pas leur place dans une économie de paix. D'autres usines ont grandement augmenté leur production ordinaire afin de faire face à cette demande prononcée de l'extérieur. Sauf quelques rares exceptions, la main-d'œuvre a suffi à faire face au développement intégral de nos services et il en est résulté un embauchage presque complet. Notre production totale a considérablement dépassé les besoins de notre pays lui-même.

À l'heure actuelle, la demande de matériel de guerre a heureusement presque cessé et le besoin de certaines autres denrées est moins prononcé. De plus, des centaines de milliers de nos combattants sont démobilisés et viennent grossir les rangs des ouvriers. À moins que nous ne réussissions à convertir à la production d'articles pour lesquels une demande existe les usines consacrées jusqu'ici à la mise en œuvre du programme accentué de production et à moins que nous n'ouvrons de nouveaux marchés à l'étranger, le chômage est à craindre. En d'autres termes, il faut remplacer nos débouchés de guerre par des marchés du temps de paix.

Le grand obstacle au commerce extérieur est l'état économique pitoyable de la plupart des nations qui pourraient devenir nos clientes. Notre Gouvernement a pris des mesures propres à parer à cette situation en plaçant des crédits ou des prêts importants à la disposition de certains pays de l'Europe occidentale et d'autres régions. Ces prêts répondront à un double objet en aidant au rétablissement des pays alliés ravagés par la guerre et en assurant à nos produits un débouché à l'étranger. Jusqu'ici, des accords ont été conclus, relativement à des prêts, avec l'Angleterre, la Belgique, la Chine, la Tchécoslovaquie, les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, la Norvège et la Russie. En outre, les négociations en vue de mettre à la disposition de la France une somme très considérable sont passablement avancées. Sauf dans le cas de l'Angleterre, tous les fonds ainsi empruntés serviront exclusivement à l'achat de denrées canadiennes et seront remboursés à l'échéance. Ils rapportent un taux normal d'intérêt.

Le crédit accordé à la Grande-Bretagne constitue aussi un prêt qui sera remboursé

avec intérêt. Si je ne m'abuse, il s'agit d'une transaction commerciale pure et simple visant à permettre à la Grande-Bretagne de se procurer des produits canadiens. Ce prêt fera donc l'objet d'un appui enthousiaste. Sans cet emprunt et celui, plus considérable, qu'elle a contracté aux Etats-Unis, la Grande-Bretagne aurait, en toute probabilité, été forcée de faire le commerce d'importation et d'exportation principalement avec les pays du bloc sterling, ce qui aurait davantage exclu le Canada de ce marché important.

De plus, la Grande-Bretagne a besoin de ces fonds pour payer les articles qu'elle importe avec une monnaie qui soit acceptée par les autres pays, ainsi que nous le désirons et comme l'exige également le bon fonctionnement des accords de Bretton-Woods. Nous voulons être en mesure de vendre nos produits à la Grande-Bretagne en échange de monnaie dont nous pourrions nous servir non seulement en Angleterre, mais aussi en France, aux Etats-Unis ou ailleurs. Nous désirons que les Australiens qui vendent de la laine aux Anglais puissent utiliser la monnaie qu'ils reçoivent en échange pour se procurer des denrées au Canada. Ce résultat pourra plus facilement être atteint grâce au crédit consenti à la Grande-Bretagne et grâce au prêt plus élevé accordé par les Etats-Unis.

En conséquence, le prêt à la Grande-Bretagne n'oblige pas les Britanniques à dépenser tout cet argent au Canada. Mais il est certain qu'au cours des deux prochaines années, les Britanniques s'attendent à consacrer à des achats au Canada une somme beaucoup plus considérable que le montant du prêt. On reconnaît de façon générale qu'il est tout à fait juste que le Canada désire venir en aide à la Grande-Bretagne dans la plus grande mesure possible, quand on se rappelle ses sacrifices énormes et disproportionnés au cours de la guerre. Il convient aussi de ne pas oublier que le prêt aidera grandement le Canada en stimulant nos affaires et notre commerce d'après-guerre. Nous devons féliciter le gouvernement de sa perspicacité en consentant ces crédits, qui sont et continueront d'être d'un grand avantage pour le Canada, le prêteur, et nos alliés, les emprunteurs.

Comme on l'a fait remarquer dans le discours du trône, si l'on veut considérer les problèmes internes du Canada sous leur vrai jour, il faut les envisager à la lumière des conditions mondiales. Notre pays prend une importance de plus en plus grande parmi les autres nations, grâce à l'excellente et extraordinaire direction du premier ministre (M. Mackenzie King). Le temps est maintenant venu de nous acquitter pleinement de nos obligations. Nous espérons avoir notre juste part du commerce mondial et nous voulons, naturellement, vivre en paix. C'est pourquoi,